

TIBÉTAINS, OÜIGHOURS, HONGKONGAIS ET DISSIDENTS CHINOIS MANIFESTENT À BRUXELLES À L'OCCASION DE LA FÊTE NATIONALE CHINOISE

LE 1^{ER} OCTOBRE, LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE (RPC) CÉLÉBRAIT EN GRANDE POMPE LE 70^{ÈME} ANNIVERSAIRE DE SA CRÉATION, AVEC DES ÉVÈNEMENTS À PÉKIN, LHASA ET DANS SES REPRÉSENTATIONS OFFICIELLES À L'ÉTRANGER. MAIS APRÈS 70 ANS D'ASSUJETTISSEMENT ET D'OPPRESSION, LE PEUPLE TIBÉTAIN N'AVAIT AUCUNE RAISON DE SE RÉJOUIR.



Tibétains, Ouïghours, Hongkongais et militants des droits de l'homme marchent main dans la main à Bruxelles le 1 octobre. La manifestation était conjointement organisée par le World Uyghur Congress, International Campaign for Tibet, l'Organisations des nations et des peuples non représentés et les communautés tibétaine et ouïghoure de Belgique. (Photo: ICT/eProd)

Le 29 septembre, plus de 4 000 personnes ont été rassemblées devant le Palais du Potala, dans la capitale tibétaine de Lhasa, à l'occasion d'un événement officiel marquant la fête nationale chinoise. Les femmes y

portaient des vêtements traditionnels tibétains ornés d'écharpes rouges sur lesquelles on pouvait lire des slogans du Parti communiste. Des cœurs étaient peints sur leur visage. Les slogans du Parti

> SUITE PAGE 2



DANS CETTE EDITION

- 1 Tibétains, ouïghours, Hongkongais et dissidents chinois manifestent à Bruxelles à l'occasion de la fête nationale chinoise
- 2 La Chine intensifie ses efforts pour contrôler la succession du Dalaï-Lama
- 3 Le Tibet à la 42^{ème} session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU
- 4 Une militante tibétaine dont l'oncle lama est décédé dans une prison chinoise réclame justice lors d'un événement sur la liberté religieuse aux États-Unis
- 5 Un député britannique dépose un projet de loi inspiré de la loi américaine sur l'accès réciproque au Tibet
- 6 Désignation du nouveau haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères
- 7 Des Rapporteurs spéciaux des Nations Unies demandent à la Chine des informations sur neuf Tibétains emprisonnés pour avoir célébré l'anniversaire du Dalaï-Lama
- 8 De nouvelles cartes de «sécurité sociale» au Tibet renforcent l'emprise de la Chine sur la vie des Tibétains
- 9 Le point sur les prisonniers politiques
- 10 Suggestion de lecture
- 11 Événements à venir



INTERNATIONAL
CAMPAIGN
FOR TIBET

ICT EUROPE

Funenpark 1D
1018 AK Amsterdam,
The Netherlands
Phone: +31 (0)20 3308265
Fax: +31 (0)20 3308266
icteurope@savetibet.nl

ICT BRUSSELS

15, rue de la linière
1060 Brussels
Belgium
Phone: +32 (0)2 609 44 10
Fax: +32 (0)2 609 44 32
info@savetibet.eu

ICT GERMANY

Schonhauser Allee 163
10435 Berlin
Germany
Tel.: +49 (0)30 27879086
Fax: +49 (0)30 27879087
info@savetibet.de

ICT

1825 Jefferson Place, NW
Washington, DC 20036
United States of America
Phone: +(1) 202-785-1515
Fax: [202] 785-434
info@savetibet.org

> SUITE DE LA PAGE 1

communiste et les drapeaux chinois étaient omniprésents, et - dans un développement particulièrement troublant qui a choqué les Tibétains pourtant habitués aux excès de Pékin - une bannière prônant la prospérité du Parti communiste pendant 10 000 ans a été suspendue au-dessus de l'entrée du temple de Jokhang, le cœur de Lhassa et l'un des sites les plus sacrés du bouddhisme. Pratiquement aucune région tibétaine n'a été épargnée par les célébrations ; les moines de Chamdo (région autonome tibétaine) ont par exemple dû entonner des chants de louange à « la mère patrie » tandis que des enfants de communautés nomades de Ngaba (dans la province chinoise du Sichuan) ont défilé avec des drapeaux rouges.

Ces célébrations majeures au Tibet, qui avaient pour but principal de « raconter l'histoire des communistes » et de vanter les « 70 ans de progrès au Tibet », reflètent

les mesures de plus en plus systématiques prises par la Chine pour instiller le « gène rouge » dans la société tibétaine - mesures appuyées par des efforts visant à effacer l'identité religieuse et culturelle tibétaine.

Pour les Tibétains du monde entier, cet anniversaire - qui marquait 70 ans d'asservissement et d'oppression de leur peuple par la République populaire de Chine - n'était cependant pas un jour de réjouissance. Plusieurs manifestations ont d'ailleurs été organisées à cette occasion, y compris à Bruxelles où les Tibétains ont uni leurs forces aux Ouïghours et à des dissidents chinois pour commémorer les victimes de la répression exercée par le Parti communiste chinois au cours de ces 70 dernières années et appeler à la fin des violations flagrantes des droits de l'homme par la Chine. La manifestation a débuté près du Parlement européen avec des discours de personnalités politiques - parmi lesquelles le membre et ancien

président du Comité économique et social européen Henri Malosse, le député belge Samuel Cogolati, ainsi que les membres du Parlement européen Phil Bennion, Raphaël Glücksman, Martin Horwood, Mikuláš Peksa et Molly Scott Cato - qui ont tous exprimé leur soutien aux Tibétains, aux Ouïghours et à tous les autres qui luttent pour le respect de leurs droits fondamentaux en Chine. Les participants ont ensuite défilé dans le quartier européen jusqu'au rond-point Schuman, où des représentants des communautés participantes - y compris Ray Wong, figure importante de la Révolution des parapluies de 2014 à Hong Kong - et d'ONG ont pris la parole pour appeler la communauté internationale, et en particulier les nouveaux leaders européens, à tenir le gouvernement chinois responsable de ses actes.

[Cliquez ici](#) pour lire la déclaration d'International Campaign for Tibet à l'occasion du 70^{ème} anniversaire de la RPC (en anglais).

LA CHINE INTENSIFIE SES EFFORTS POUR CONTRÔLER LA SUCCESSION DU DALAÏ-LAMA

LES DIRIGEANTS DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS REDOUBLENT D'EFFORTS POUR CONTRÔLER LA SUCCESSION DU DALAÏ-LAMA EN ORGANISANT LEUR PREMIÈRE GRANDE FORMATION SUR LA RÉINCARNATION, AVEC LA PARTICIPATION DE MOINES ISSUS D'ÉMINENTS MONASTÈRES TIBÉTAINS.



Le Dalaï-Lama lors d'une cérémonie de « Longue Vie » dans le temple principal de Dharamsala, en Inde, le 5 juillet 2019. (Photo: Tenzin Choejor)

Selon les médias d'État chinois, une centaine de moines bouddhistes tibétains venus de 73 monastères ont participé à une « séance de formation sur la réincarnation pour un Bouddha vivant ». Lors de cette formation, qui a débuté le 23 août, les participants ont pu étudier la « gestion du système de la réincarnation » par le gouvernement ainsi la version de l'histoire de la réincarnation et les rituels approuvés par le Parti communiste.

Signalant la détermination des autorités à empêcher le Dalaï-Lama de jouer le moindre rôle dans sa propre succession, un haut responsable a déclaré lors de cette formation que le système de la réincarnation n'était « jamais une question purement religieuse ou un droit personnel »

> SUITE PAGE 3

> SUITE DE LA PAGE 2

revenant à un Bouddha vivant», mais qu'il s'agissait plutôt d'«une représentation importante des stratégies et des politiques du Parti communiste chinois dans la région». Cette déclaration peut également être considérée comme un avertissement directement destiné aux Tibétains fidèles au Dalaï-Lama.

Dans le même temps, le Panchen-Lama institué par la Chine, Gyaltzen Norbu, que Pékin utilise pour prendre le contrôle sur le bouddhisme tibétain, a participé à une « tournée d'inspection » des monastères et des villages dans la région autonome du Tibet (RAT).

Depuis plusieurs années, le gouvernement chinois [affirme que la réincarnation du Dalaï-Lama devra se dérouler dans le respect du droit chinois](#) – une position qui ne tient aucunement compte du fait que les Tibétains choisissent le Dalaï-lama sans ingérence étrangère depuis des siècles, et qui enfreint le droit fondamental des Tibétains à la liberté de religion. Afin de contrer les tentatives de la Chine d'interférer dans ces questions, des députés américains viennent de déposer un projet de loi en vertu duquel il serait reconnu officiellement aux États-Unis que la succession ou la réincarnation du Dalaï-Lama et des autres leaders bouddhistes tibétains constituent des questions exclusivement religieuses qui relèvent de la communauté bouddhiste tibétaine. Conformément à ce projet de loi – qui s'appuie sur le *Tibetan Policy Act of 2002* (loi de 2002 sur la politique tibétaine), une loi historique qui consacre le soutien au Tibet dans le droit américain – tout responsable chinois tentant d'interférer dans ce processus pourrait faire l'objet de sanctions ciblées.

POUR PLUS D'INFORMATIONS (EN ANGLAIS):

- [China steps up discredited attempts to control Dalai Lama's succession](#)
- [New bill will sanction Chinese officials for interfering in Dalai Lama reincarnation, update Tibetan Policy Act](#)

LE TIBET À LA 42^{ÈME} SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU

LA CHINE A UNE NOUVELLE FOIS ÉTÉ CRITIQUÉE POUR SES VIOLATIONS FLAGRANTES DES DROITS DES TIBÉTAINS LORS DE LA 42^{ÈME} SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU.



Le directeur exécutif d'ICT Allemagne, Kai Müller, qui s'exprime lors d'un événement organisé en marge de la 42^{ème} session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU au Palais des Nations à Genève le 12 septembre.

La session, qui s'est tenue à Genève du 9 au 27 septembre, a débuté par une allocution de la haute-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Michelle Bachelet, qui a informé le Conseil des activités de son équipe et s'est dite préoccupée par les violations des droits de l'homme constatées dans plusieurs pays. Il est à déplorer que la haute-commissaire ait à nouveau omis de mentionner la Chine et le Tibet dans sa déclaration, en dépit des exactions systématiques et généralisées qui y sont commises.

Plusieurs membres et observateurs ont tout de même spécifiquement évoqué le Tibet dans leurs déclarations lors du débat général au titre du point 4 (« Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil »). Il s'agit de l'Allemagne, de la France, de la République tchèque et de la Suède. La Finlande, [au nom de l'Union européenne](#), a également exhorté la Chine à se conformer à ses obligations nationales et

internationales et à respecter les droits de l'homme, « y compris les droits des personnes appartenant à des minorités, en particulier au Xinjiang et au Tibet ».

ICT a de nouveau participé activement à la session et prononcé trois déclarations au nom de la Helsinki Foundation for Human Rights – une [déclaration lors du débat général au titre du point 4](#), une concernant la [détention arbitraire de prisonniers tibétains](#), et une sur la [disparition de Tibétains, en particulier le 11^{ème} Panchen-Lama](#). Cette dernière déclaration a poussé la Chine à réagir et à utiliser son droit de réponse. Le

délégué chinois a alors répété que Gedhun Choekyi Nyima menait une « vie normale » et n'avait « rien à voir avec les soi-disant disparitions forcées » – une affirmation un peu creuse lorsque l'on sait que la Chine continue d'empêcher tout accès à Gedhun Choekyi Nyima pour vérifier où il se trouve et s'il va bien.

Le 12 septembre, le Directeur du bureau d'ICT en Allemagne Kai Müller a également participé à un événement parallèle sur les droits socioéconomiques et culturels au Tibet, organisé par la Society for Threatened Peoples. Lors de cet événement, il a expliqué comment la politique de développement descendante de la Chine au Tibet, à l'inverse d'une approche fondée sur les droits, nuisait aux connaissances, aux pratiques et aux croyances traditionnelles tibétaines, qui s'inscrivent en réalité dans une approche durable et respectueuse de l'environnement.

UNE MILITANTE TIBÉTAINE DONT L'ONCLE LAMA EST DÉCÉDÉ DANS UNE PRISON CHINOISE RÉCLAME JUSTICE LORS D'UN ÉVÉNEMENT SUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE AUX ÉTATS-UNIS

LORS DE LA DEUXIÈME ÉDITION DE LA MINISTERIAL TO ADVANCE RELIGIOUS FREEDOM (RÉUNION MINISTÉRIELLE EN FAVEUR DE LA LIBERTÉ DE RELIGION), QUI S'EST TENUE DU 16 AU 18 JUILLET, LA QUESTION TIBÉTAINE A RETENU L'ATTENTION DES PLUS HAUTS RESPONSABLES AMÉRICAINS.



Nyima Lhamo s'adresse au président Donald Trump lors d'une réunion dans le bureau ovale à la Maison-Blanche, le 17 juillet 2019. (Photo : Tibet Post International). Veuillez [cliquer ici](#) pour visionner la vidéo.

Le 18 juillet, s'exprimant lors de cet événement – organisé par le Département d'État américain dans le but de réunir des parties prenantes du monde entier actives dans la promotion de la liberté de religion – le vice-président des États-Unis, Mike Pence, a évoqué la détresse des bouddhistes tibétains dans son allocution, citant en exemple le cas du Panchen-Lama, qui a été kidnappé par les autorités chinoises après avoir été reconnu

Le témoignage de Nyima Lhamo, la nièce de Tenzin Delek Rinpoche – un lama tibétain vénéré [mystérieusement décédé dans une prison chinoise en juillet 2015](#) – a été un autre moment fort de l'événement. Face à des accusations de torture, les autorités n'ont pas réalisé d'autopsie de son corps, qui a été incinéré quatre jours après sa

par le Dalaï-Lama en 1995 et qui n'a pas été vu en public depuis. La présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, qui a pris part à un débat sur la liberté de religion en Chine le 16 juillet, a expliqué que si la communauté internationale n'interpellait pas la Chine au sujet du traitement qu'elle réserve aux Tibétains et aux autres populations qu'elle persécute, elle perdrait toute crédibilité lorsqu'elle évoque des questions similaires avec d'autres pays du monde.

mort. S'exprimant devant les participants à la réunion le 17 juillet au matin, Nyima Lhamo – qui a fui le Tibet en 2016 pour raconter au reste du monde les injustices infligées à ses semblables par la Chine – a livré un récit fort et émouvant de l'histoire de son oncle, et elle a exhorté les gouvernements du monde entier à tenir la Chine pour responsable de sa mort.

Le 17 juillet après-midi, lors d'une rencontre avec le président américain, Donald Trump, dans le bureau ovale, aux côtés d'autres survivants de persécutions religieuses participant à la ministérielle, Nyima Lhamo a eu l'occasion unique de s'adresser directement au chef d'État américain et de lui demander l'aide des États-Unis pour le peuple tibétain et pour permettre le retour du Dalaï-Lama au Tibet. Donald Trump l'a remerciée et lui a demandé de « remettre le bonjour », supposément au Dalaï-Lama.

Veuillez [cliquer ici](#) pour visionner dans son intégralité le témoignage de Nyima Lhamo lors de la réunion ministérielle sur la liberté de religion.

UN DÉPUTÉ BRITANNIQUE DÉPOSE UN PROJET DE LOI INSPIRÉ DE LA LOI AMÉRICAINE SUR L'ACCÈS RÉCIPROQUE AU TIBET

EN JUILLET DERNIER, UN DÉPUTÉ BRITANNIQUE A DÉPOSÉ UN PROJET DE LOI AU PARLEMENT, EN VERTU DUQUEL LES RESPONSABLES CHINOIS, S'ILS SOUHAITENT POUVOIR ENTRER AU ROYAUME-UNI, DEVRONT ACCORDER AUX DIPLOMATES, AUX JOURNALISTES ET AUX CITOYENS ORDINAIRES BRITANNIQUES UN ACCÈS LIBRE AU TIBET.

Ce projet de loi, déposé à la Chambre des communes le 23 juillet par le député conservateur Tim Loughton, s'inspire de la loi sur l'accès réciproque au Tibet (Reciprocal Access to Tibet Act) [adoptée](#)

[à l'unanimité par le Congrès américain](#) en décembre 2018, dont l'objectif est que les journalistes, les diplomates et les citoyens américains puissent accéder au Tibet.

Depuis quelques années, le gouvernement chinois met tout en œuvre pour dissimuler ses violations des droits de l'homme au Tibet, en limitant l'accès des étrangers à la région, ce qui est tout

> SUITE PAGE 5

> SUITE DE LA PAGE 4

à fait contraire au principe de réciprocité – les citoyens chinois, y compris les journalistes et les diplomates, étant libres de se rendre dans toutes les régions des pays occidentaux. Cette situation est documentée dans le rapport d'ICT intitulé [Access Denied: China's enforced isolation of Tibet, and the case for reciprocity \(Accès refusé : l'isolement forcé du Tibet par la Chine et la question de la réciprocité\)](#). « Il est temps pour nous, en Europe et au Royaume-Uni, que nous adoptions une position

similaire pour montrer catégoriquement à la Chine que ses exactions continues au Tibet ne passent pas inaperçues et que nous ne les tolérerons plus », a déclaré Tim Loughton lors de la présentation du projet de loi.

Ce projet de loi fait suite à une [motion déposée au Sénat canadien](#) en mars dernier par le sénateur Thanh Hai Ngo, qui réclame que le Canada se voie accorder un accès diplomatique réciproque sans restriction au Tibet. Il aura fallu [plusieurs années](#)

[pour que l'accès réciproque au Tibet soit consacré dans une loi par le Congrès américain](#), mais les progrès observés au Canada et au Royaume-Uni montrent que la réciprocité est désormais considérée comme un instrument clé à la disposition des gouvernements pour pousser la Chine à rendre des comptes sur ses politiques au Tibet. ICT continue d'encourager les membres des parlements du monde entier à demander l'adoption de lois similaires dans leur pays.

DE NOUVELLES CARTES DE « SÉCURITÉ SOCIALE » AU TIBET RENFORCENT LE CONTRÔLE DE LA CHINE SUR LA VIE DES TIBÉTAINS

LES AUTORITÉS CHINOISES DANS LA RÉGION AUTONOME DU TIBET (RAT) ONT ANNONCÉ CET ÉTÉ L'INTRODUCTION DE CARTES DE SÉCURITÉ SOCIALE À TRAVERS TOUTE LA RÉGION, SOULEVANT DES CRAINTES QUE CES CARTES PUISSENT ÊTRE UTILISÉES POUR RENFORCER L'EMPRISE DU PARTI-ÉTAT COMMUNISTE SUR LA VIE DES TIBÉTAINS.



Depuis août 2018, des cartes de sécurité sociale sont distribuées aux habitants de plusieurs villes tibétaines, notamment à Lhassa. (Photo : médias d'État chinois)

Selon les médias d'État chinois, environ 2,7 millions de cartes ont déjà été distribuées dans la RAT, et 3 millions de cartes au total devraient être délivrées d'ici à la fin de l'année. Ces cartes sont dotées d'un large éventail de fonctions : opérations bancaires en ligne et mobiles, achats de produits de consommation, paiement, règlement des indemnités d'assurance maladie, carte de transport public, etc. L'objectif officiel est de faciliter la vie des habitants en réunissant sur une seule et même carte l'ensemble de leurs données électroniques, afin qu'ils ne doivent plus disposer de cartes distinctes pour les soins médicaux, les achats à crédit et autres.

Mais International Campaign for Tibet craint que ces cartes élargissent l'emprise du parti-État communiste

sur la vie des Tibétains. Ce nouveau système permet en effet à l'État de recueillir de façon intrusive toutes sortes de données sur les citoyens tibétains et de les utiliser pour directement punir des individus en leur faisant perdre leur emploi, en supprimant leur retraite, en les emprisonnant, en les torturant, ou pire encore.

Combinées au programme de crédit social de la Chine, qui sera mis en place sur l'ensemble du territoire de la République populaire de Chine d'ici 2020, ces cartes auront une visée fortement politique et permettront à Pékin de progresser vers son objectif, à savoir que les Tibétains se soumettent aux politiques du Parti communiste chinois.

DÉSIGNATION DU NOUVEAU HAUT REPRÉSENTANT DE L'UE POUR LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

AU COURS DE L'ÉTÉ, À L'ISSUE DE PLUSIEURS JOURS DE DISCUSSIONS, LES NOUVEAUX DIRIGEANTS DE L'UE ONT ÉTÉ DÉSIGNÉS.



Josep Borrell a rencontré le Dalai-Lama en mai 2006 lors d'une visite du leader spirituel tibétain au Parlement européen à Bruxelles. (Photo: Union européenne 2006 - PE)

L'ancien Premier ministre belge, Charles Michel, a été élu président du Conseil européen et l'ancienne ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, est devenue la première femme présidente de la Commission européenne. Josep Borrell Fontelles, un diplomate espagnol chevronné, a été désigné comme nouveau haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

Il est intéressant de noter que le nouveau chef de la diplomatie européenne s'était déjà [rendu au Tibet en 2006 lorsqu'il était président du Parlement européen](#). À l'issue de ce voyage, il avait déclaré qu'en dépit du fait que la liberté de religion semblait respectée au Tibet « en surface », il restait préoccupé par le sort des Tibétains. La même année, M. Borrell avait également rencontré le Dalai-Lama, auquel il avait réitéré la détermination du Parlement européen à soutenir une résolution pacifique et non violente de la question tibétaine, appelant la Chine à accorder l'autonomie au Tibet.

ICT le félicite pour sa nomination. Si sa désignation est confirmée par le vote du Parlement européen en octobre, ICT prévoit de collaborer activement avec M. Borrell et espère qu'il promouvra activement les droits des Tibétains lors de tous ses échanges avec le gouvernement chinois.

DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX DES NATIONS UNIES DEMANDENT À LA CHINE DES INFORMATIONS SUR NEUF TIBÉTAINS EMPRISONNÉS POUR AVOIR CÉLÉBRÉ L'ANNIVERSAIRE DU DALAÏ-LAMA

CINQ RAPPORTEURS SPÉCIAUX DES NATIONS UNIES ONT ÉCRIT AU GOUVERNEMENT CHINOIS POUR LUI DEMANDER DES INFORMATIONS SUR UN GROUPE DE TIBÉTAINS ARRÊTÉS POUR AVOIR CÉLÉBRÉ LE 80ÈME ANNIVERSAIRE DU DALAÏ-LAMA.

En décembre 2016, neuf Tibétains de Ngaba (en chinois: Aba) dans la région tibétaine d'Amdo (que la Chine considère comme faisant partie de sa province du Sichuan) ont été [condamnés à des peines de prison pour leur participation aux célébrations du 80ème anniversaire du Dalai-Lama](#) en juillet 2015, et notamment pour avoir organisé des pique-niques en plein air et publié des informations à ce sujet sur les médias sociaux. Peu d'informations ont filtré sur leur procès, mais il a été rapporté qu'ils avaient probablement été accusés de faits de « séparatisme », qu'ils n'avaient pas pu bénéficier d'une aide juridique et que leurs familles n'avaient pas été informées des poursuites lancées à leur encontre.

Dans un courrier officiel daté du 10 mai 2019 et rendu public récemment, cinq Rapporteurs spéciaux des Nations Unies – les Rapporteurs spéciaux dans le domaine des droits culturels, sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits de la personne, sur les questions

relatives aux minorités, et sur la liberté de religion ou de conviction – ont fait part de leurs préoccupations concernant le non-respect des procédures judiciaires par la Chine et la criminalisation de l'expression religieuse tibétaine dans ces affaires, ainsi que le recours fréquent à des accusations de « séparatisme » pour violer les droits fondamentaux des Tibétains.

International Campaign for Tibet remercie ces cinq Rapporteurs spéciaux d'avoir pris la décision importante de rendre publiques les accusations absurdes qui pèsent sur ces neuf Tibétains et de faire pression sur la Chine pour qu'elle réponde de ces arrestations et de leur condition actuelle.

Veillez [cliquer ici](#) pour lire le courrier des rapporteurs spéciaux des Nations Unies (en anglais).

LE POINT SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES

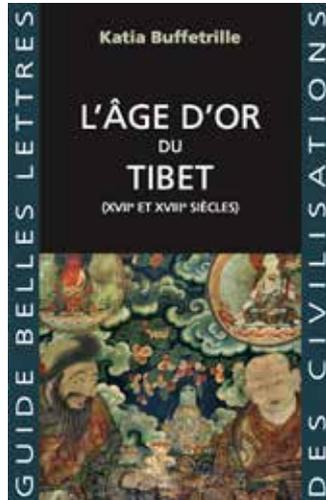
LOBSANG DORJE



LOBSANG DORJE, UN MOINE TIBÉTAÏN DE L'INFLUENT MONASTÈRE DE KIRTI, A ÉTÉ CONDAMNÉ LE 3 SEPTEMBRE À TROIS ANS DE PRISON, APRÈS AVOIR PASSÉ PLUS D'UN AN EN DÉTENTION AU SECRET.

Selon deux moines de Kirti en exil en Inde, les raisons de l'emprisonnement de Lobsang Dorje, qui a été arrêté mi-juillet 2018, demeurent inconnues. Ils ont toutefois entendu que cela aurait un lien avec ses contacts avec des personnes vivant en dehors du Tibet. Les autorités chinoises ont adopté une approche des plus extrêmes pour bloquer les flux d'informations et empêcher les nouvelles concernant le Tibet d'atteindre le monde extérieur. En conséquence, les Tibétains au Tibet peuvent être emprisonnés pour avoir partagé ne fut-ce que des fragments d'informations avec d'autres Tibétains.

C'est la deuxième fois en dix ans que Lobsang Dorje est condamné à une peine de prison. Il avait été emprisonné une première fois en 2008 pour avoir refusé d'obéir à des responsables chinois dirigeant une campagne d'«éducation patriotique» dans son monastère, situé à Ngaba (en chinois: Aba) dans la préfecture autonome tibétaine et qiang de Ngaba, dans le Sichuan, dans la région tibétaine d'Amdo. Avec un autre moine nommé Kunga, ils avaient d'abord été placés en détention le 23 mai 2008, puis condamnés à deux ans de prison.



SUGGESTION DE LECTURE L'ÂGE D'OR DU TIBET, PAR KATIA BUFFETRILLE

Date de publication: Septembre 2019

Editeur: Les Belles Lettres

Cliquez [ici](#) pour acheter ce livre.

Le Pays des neiges, dont le V^e dalaï-lama fut le premier à exercer les pouvoirs spirituel et temporel, a nourri les rêves les plus fantaisistes des Occidentaux. Ses hautes montagnes ont dissimulé une civilisation d'une richesse inouïe, longtemps demeurée méconnue. Le Tibet des XVII^e et XVIII^e siècles a engendré une activité intellectuelle et artistique foisonnante et transformé les institutions politiques, lui conférant un caractère unique qu'il a conservé jusqu'à l'invasion chinoise de 1950. C'est ce Tibet qu'évoque ce guide, un Tibet parfois déroutant, souvent attachant et toujours exceptionnel.



ÉVÉNEMENTS À VENIR

• 21-25 OCTOBRE

Congrès de la FIDH (Fédération internationale pour les droits humains) à Taipei, Taïwan

• 3-5 NOVEMBRE

8^{ème} Conférence internationale des groupes de soutien au Tibet, à Dharamsala, en Inde

• 14-15 NOVEMBRE

Forum de Genève organisé par l'Administration centrale tibétaine, sur le thème «Exportation dans le monde de la répression chinoise grâce aux hautes technologies: les groupes religieux en première ligne»

• 28-29 NOVEMBRE

Forum de l'ONU sur les questions relatives aux minorités